

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 23/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DISTILLERIE YVON**

Chez Guerin  
La Sauzade  
16130 Gimeux

Références : 2026 068 ubD 16-86 Env  
Code AIOT : 0007205598

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement DISTILLERIE YVON implanté Chez Guerin La Sauzade 16130 Gimeux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluri-annuel de contrôle des ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTILLERIE YVON
- Chez Guerin La Sauzade 16130 Gimeux
- Code AIOT : 0007205598
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est enregistré au titre de la rubrique 2250. 3 nouveaux alambics ont été installés récemment et cette modification a été actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/10/2024.

La campagne de distillation 2025-2026 s'est arrêtée le 20/01/2026 et l'exploitant a passé environ 4300 hl de vins en chaudière, alors que les meilleures années, près de 8000 hl sont distillés.

## **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Défense incendie	AP Complémentaire du 01/10/2024, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rétentions	AP Complémentaire du 01/10/2024, article 4	Demande d'action corrective	4 mois
4	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 01/10/2024, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Détection liquide en point bas	AP Complémentaire du 01/10/2024, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
6	Détection de vapeurs inflammables	AP Complémentaire du 01/10/2024, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
8	Règles d'implantation -Cas particuliers	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.2.3	Demande d'action corrective	4 mois
12	Désenfumage	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.5.3	Demande d'action corrective	2 mois
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 01/10/2024, article 2	Sans objet
7	Maison d'habitation du site	AP Complémentaire du 01/10/2024, article 9	Sans objet
9	Stockage d'alcools	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.3	Sans objet
10	Appareils électriques	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4	Sans objet
11	Mises à la terre	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever que les installations étaient suivies et que les contrôles réglementaires étaient réalisés.

En revanche, plusieurs points nécessitent une correction rapide :

- compléter la défense incendie du site ;
- ajouter les systèmes de détection liquide en point bas et de vapeurs inflammables en point haut au niveau de la distillerie ;
- raccorder l'aire de chargement / déchargement d'alcools vers une rétention étanche.

D'autres constats ont été mis en lumière appelant de l'exploitant, la mise en place d'actions correctives.

À ce stade, aucune mise en demeure préfectorale n'est proposée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2024, article 2				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Rubrique ICPE	Alinéa	A ,E, DC D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation / Volume autorisé
2250	2	E	Production par distillation d'alcools de bouche La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. supérieure à 30 hl/j, mais inférieure ou égale à 1 300 hl/j Nota - Pour les installations de distillation discontinue, le seuil, prévu aux points 2 et 3 ci-dessus, de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics	11 alambics de 25 hl 1 alambic de 17 hl 1 alambic de 18 hl 1 alambic de 19 hl 1 alambic de 20 hl soit 349 hl de charge soit 210 hl AP/j**
<b>Constats :</b>				
Lors de la visite, il a bien été constaté la présence de 15 alambics dont les 3 derniers ont été ajoutés en 2022.				
L'exploitant a débuté la distillation mi octobre 2025 et s'est arrêté le 20 janvier 2026. Au jour de l'inspection, les installations n'étaient pas en fonctionnement.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

### N° 2 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'installation est dotée d'une ou plusieurs réserves d'eau totalisant au moins 240 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction. La ou les réserves d'eau sont accessibles en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. La ou les réserves d'eau disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté que deux cuves respectivement de 100 m<sup>3</sup> et 30 m<sup>3</sup> ont été dédiées à la lutte contre l'incendie. Chacune a été dotée d'une prise pompier et une signalétique indique qu'il s'agit d'une réserve pompier.</p> <p>En revanche, l'inspection constate qu'il manque 110 m<sup>3</sup> pour la défense incendie du site. L'exploitant a alors indiqué que 3 autres cuves d'eau du circuit de refroidissement de capacité 70 m<sup>3</sup>, 40 m<sup>3</sup> et 40 m<sup>3</sup> étaient présentes. L'exploitant envisage de créer pour chacune d'elles une prise pour les engins du SIDS.</p> <p>Ainsi dans cette configuration, l'exploitant disposerait d'une réserve cumulée d'eau de 280 m<sup>3</sup> ; ce qui permettrait de répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- doter les 3 cuves du circuit de refroidissement de prises pour permettre aux engins du SDIS de s'y connecter ;</li> <li>- faire réceptionner les réserves d'eau incendie du site par les pompiers (réalisation d'un essai de mise en aspiration) ;</li> <li>- justifier que les cuves dédiées à la défense incendie disposeront toujours du volume d'eau requis.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2024, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les capacités de rétention pour la distillerie, le chai de distillation et l'aire de dépotage respectent les caractéristiques suivantes :</p>

Structure	Distillerie	Chai de distillation	Aire de dépotage
Surface	380,51 m <sup>2</sup>	198 m <sup>2</sup>	-
QSP	11 alambics de 25 hl, 1 de 20 hl, 1 de 19 hl, 1 de 18 hl, 1 de 17 hl = 349 hl de charge	202 m <sup>3</sup>	30 m <sup>3</sup>
Capacité de rétention requise	17,5 m <sup>3</sup>	101 m <sup>3</sup>	30 m <sup>3</sup>
Hauteur de seuil requise	/	52 cm	/
Volume de rétention disponible	50 m <sup>3</sup>	103 m <sup>3</sup>	30 m <sup>3</sup>

La distillerie est raccordée au local enterré des brouillis d'une capacité de 50 m<sup>3</sup>. Cette capacité de stockage est également raccordée au bassin à vinasses d'une capacité de 2000 m<sup>3</sup>. L'exploitant réalise des contrôles périodiques pour s'assurer de l'intégrité et de l'étanchéité du local brouillis ainsi que du réseau de tuyauterie le reliant au bassin à vinasses.

L'aire de dépotage d'alcools est raccordée à un bassin étanche d'une capacité d'au moins 30 m<sup>3</sup>.

Enfin, le chai de distillation est en rétention interne.

#### Constats :

Les capacités de rétention du chai et de la distillerie ont été vues conformes lors de l'inspection. De plus, le local enterré des brouillis servant de point bas pour la distillerie présente un bon état d'intégrité.

Le chai de distillation est bien en rétention interne ; des rangées de parpaings périphériques ont été ajoutées.

Enfin, l'aire de chargement / déchargement d'alcools est raccordée aujourd'hui à un bassin de 30 m<sup>3</sup> (selon l'exploitant) mais qui n'est pas étanché (terre battue). L'exploitant précise qu'il envisage de sur-élever l'aire de chargement / déchargement en vue de créer une tranchée de liaison avec le bassin à vinasses d'une capacité de 2000 m<sup>3</sup>.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de raccorder l'aire de chargement / déchargement d'alcools à une rétention étanche d'une capacité d'au moins 30 m<sup>3</sup>.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/10/2024, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, conformité

#### Prescription contrôlée :

Pour l'ensemble des installations de distillation, toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir

toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

À cet effet, l'exploitant évalue les capacités de confinement des eaux d'extinction d'incendie dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette évaluation est réalisée en application des dispositions de la règle D9A - version de juin 2020. À l'issue de cette évaluation, l'exploitant met en place, au plus tard sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions nécessaires pour disposer d'une capacité de confinement permanente sur site (maintien d'un volume disponible en toutes circonstances dans le bassin à vinasses).

#### **Constats :**

L'exploitant a précisé que les travaux de mise en rétention interne de la distillerie avaient été faits mais n'a pas établi ce volume pour intégrer la contribution des eaux d'extinction comme demandé dans la prescription. En revanche, l'inspection estime à environ 150 m<sup>3</sup>, le volume d'effluents à confiner en cas d'incendie.

La visite des installations a permis de constater que tous les écoulements d'effluents dans la distillerie sont canalisés vers le local des brouillis de 50 m<sup>3</sup> et celui-ci communique avec le bassin à vinasses d'une capacité de 2000 m<sup>3</sup>. La liaison entre le local brouillis et le bassin à vinasses est réalisée par la mise en route d'une pompe de relevage dont le fonctionnement est automatique dès lors que des effluents en point bas du local brouillis sont présents.

Au vu du volume laissé disponible dans le bassin à vinasses, la capacité cumulée disponible était largement de 150 m<sup>3</sup> (en considérant les 50 m<sup>3</sup> du local brouillis).

L'exploitant dispose donc d'une capacité de confinement des eaux d'extinction suffisante en cas d'incendie mais cela implique de s'assurer périodiquement du bon fonctionnement de la pompe de relevage.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de réaliser périodiquement des vérifications de bon fonctionnement de la pompe « vide cave » permettant le relevage des effluents du local brouillis (sous la distillerie) et le bassin à vinasses pour garantir que le relevage soit réalisable en toutes circonstances.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 5 : Détection liquide en point bas**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/10/2024, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, conformité

#### **Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une détection de liquide placée dans un point bas de la rétention du local de distillation est installée. L'exploitant dresse la

liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans des courriels de décembre 2025, l'exploitant avait indiqué que les travaux étaient réalisés en partie en indiquant que « toutes les chaudières sont équipées d'alarme (sirène et message portable) en cas d'arrêt brûleur et de coupure électrique. la distillerie est équipé également de trappe de désenfumage. Enfin, Il y a une présence physique à la distillerie 24h/24h ».</p> <p>L'inspection avait alors indiqué à l'exploitant que les éléments transmis ne répondaient pas à la demande. En effet, les éléments cités dans le courriel de l'exploitant sont des dispositions « habituelles » au sein des distilleries et le système de détection liquide en point bas vient en complément dès lors que la production dépasse 150 hl d'AP/j ; ce qui est le cas. L'exploitant n'a pas mis en place les dispositifs demandés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de dimensionner la détection liquide à mettre en point bas de sa distillerie. Suivant un échancier raisonnable qu'il précisera, les travaux nécessaires sont réalisés et il en informe l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Détection de vapeurs inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2024, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un système de détection de vapeurs inflammables est installé du local de distillation. Le déclenchement de la détection, à des niveaux de sensibilité appropriés, entraîne une alarme et l'arrêt des unités de distillation. Les niveaux de sensibilité correspondants sont adaptés aux situations.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans des courriels de décembre 2025, l'exploitant avait indiqué que les travaux étaient réalisés en partie en indiquant que « toutes les chaudières sont équipées d'alarme (sirène et message portable) en cas d'arrêt brûleur et de coupure électrique. la distillerie est équipé également de trappe de désenfumage. Enfin, Il y a une présence physique à la distillerie 24h/24h ».</p> <p>L'inspection avait alors indiqué à l'exploitant que les éléments transmis ne répondaient pas à la demande. En effet, les éléments cités dans le courriel de l'exploitant sont des dispositions «</p>



habituelles » au sein des distilleries et le système de vapeurs inflammables en partie haute vient en complément dès lors que la production dépasse 150 hl d'AP/j ; ce qui est le cas. L'exploitant n'a pas mis en place les dispositifs demandés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de dimensionner la détection de vapeurs inflammables de sa distillerie. Suivant un échéancier raisonnable qu'il précisera, les travaux nécessaires sont réalisés et il en informe l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Maison d'habitation du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/10/2024, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Il est interdit d'utiliser la maison présente dans l'emprise foncière du site pour un usage d'habitation autre que par du personnel sous contrat avec l'exploitant ou par l'exploitant lui-même, intervenant au sein des ICPE du site.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant souhaite utiliser la maison d'habitation pour abriter des tiers, l'exploitant porte à la connaissance du préfet l'ensemble des éléments permettant de justifier que les tiers ne sont pas touchés par des zones d'effet et n'ont pas accès aux installations classées du site.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a précisé que la maison avoisinante n'est plus occupée (elle l'était auparavant par la mère de l'exploitant).</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que la maison semblait vide (volets fermés).</p> <p>Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer que les locaux à usage d'habitation ne sont pas occupés par des tiers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Règles d'implantation -Cas particuliers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Constat suite VI 2020 : Le local distillateur doit être revu. Un mur coupe feu EI 120 doit être monté entre la distillerie et le local distillateur.</p>

<p>Les issues (porte et dormant) entre la distillerie et le local distillateur doivent être EI 30. Le local doit disposer d'une issue de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le local distillateur est doté d'une chambre à l'étage directement au-dessus d'une partie du local où se trouve la zone réfectoire. Une issue de secours a été créée depuis la chambre pour permettre au distillateur d'évacuer vers l'extérieur. Un escalier a été créé en extérieur. L'exploitant a précisé que la porte de l'issue de secours était EI30.</p> <p>Le degré coupe-feu du mur entre la distillerie et le local distillateur n'a pas été communiqué. L'inspecteur a constaté l'absence de porte entre la distillerie et le local distillateur ; en effet, le passage est ouvert entre les deux zones.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous quatre mois de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fermer la séparation entre la distillerie et le local distillateur par un porte EI30 a minima ;</li> <li>- justifier que le mur de séparation entre la distillerie et le local distillateur est bien coupe-feu 2h (EI120).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 9 : Stockage d'alcools

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit de stocker des alcools de bouche dans la distillerie en dehors de ceux en cours de distillation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La campagne de distillation étant terminée, les alambics n'étaient plus en fonctionnement et l'inspecteur n'a pas constaté de stockages d'alcools au niveau des unités de distillation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Appareils électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, discontacteurs,</p>

interrupteurs, disjoncteurs,...) sont tolérés à l'intérieur des installations de la distillerie sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55. Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de la distillerie, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspecteur a contrôlé deux pompes mobiles de transfert d'alcools ; une dans la distillerie et une dans le chai de distillation. Les deux pompes étaient bien IP55.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.  Chaque zone de chargement/déchargement des alcools doit pouvoir être reliée électriquement au circuit général de terre.
<b>Constats :</b>  Les cuves de stockage en inox du chai de distillation étaient bien raccordées à la terre. De plus, l'aire de chargement / déchargement disposait bien d'une prise de mise à la terre pour les citernes mobiles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol de la distillerie. Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m <sup>2</sup> (non comprises les surfaces fusibles).
<b>Constats :</b>

<p>La société EUROFEU a réalisé le 22/10/2025 le contrôle des installations de désenfumage du site et a conduit à identifier des anomalies consignées dans le rapport.</p> <p>Concernant les anomalies observées, l'exploitant a indiqué avoir reçu un devis et que les mises en conformité allaient prochainement être effectuées.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que les commandes manuelles du désenfumage étaient bien situées à proximité d'issues.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier que les non-conformités affectant le désenfumage ont bien été résorbées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 13 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 29/07/2025 par l'APAVE.</p> <p>Le certificat Q18 consulté indique que les installations électriques ne peuvent être à l'origine de risque d'incendie ou d'explosion. Aucune anomalie électrique n'est consignée dans le document. En revanche, le certificat Q18 consigne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les installations électriques ont fait l'objet de vérifications partielles et non complètes ; en outre, il est indiqué que les installations en zone ATEX ont été partiellement vérifiées.</li> <li>- le DRPCE n'a pas été communiqué au contrôleur.</li> </ul> <p>Aucun contrôle complémentaire des installations électriques, non vues en 2025, n'a été réalisé.</p> <p>Lors de la visite des installations, aucun pictogramme « Ex » n'a été constaté pour signaler l'existence de zones ATEX sur site ; ce qui tend à montrer que la problématique ATEX n'est pas suivie sur site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</b></p>

- réaliser un contrôle de l'ensemble des installations électriques de son établissement et dans ce cadre, de transmettre au contrôleur tous les éléments relatifs à la maîtrise des explosions (DRPCE...);
- mettre en place les affichages Ex au niveau des zones ATEX recensées au sein du site;
- justifier de l'adéquation des matériels électriques et non électriques, présents en zone ATEX, par rapport au zonage ATEX retenu de leurs locaux d'implantation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois